

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DSB/M/169

30 juin 2004

(04-2803)

Organe de règlement des différends
19 mai 2004

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard
le 19 mai 2004

Présidente: Mme Amina Mohamed (Kenya)

Avant l'adoption de l'ordre du jour, le point consacré à l'adoption du rapport du Groupe spécial sur l'affaire "États-Unis – Détermination finale de l'existence d'un dumping concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada" a été retiré de l'ordre du jour en raison de la décision prise par les États-Unis de faire appel du rapport du Groupe spécial.

Sommaire:

Page

1.	Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD	2
a)	États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis.....	2
b)	États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis	3
c)	États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis	4
d)	Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles: Rapport de situation du Chili.....	5
e)	États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: Rapport de situation des États-Unis	5
2.	Mise en œuvre des recommandations de l'ORD	7
a)	Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement	7
b)	États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada.....	7
3.	Modifications qu'il est proposé d'apporter aux <i>Procédures de travail pour</i> <i>l'examen en appel</i>.....	8
4.	Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – désignations proposées.....	19

1. Surveillance de la mise en œuvre des recommandations adoptées par l'ORD

- a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.26–WT/DS162/17/Add.26)
- b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.19)
- c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.19)
- d) Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles: Rapport de situation du Chili (WT/DS207/15/Add.7)
- e) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS217/16/Add.4–WT/DS234/24/Add.4)

1. La Présidente a rappelé que l'article 21:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends disposait de ce qui suit: "À moins que l'ORD n'en décide autrement, la question de la mise en œuvre des recommandations ou décisions sera inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'ORD après une période de six mois suivant la date à laquelle le délai raisonnable prévu au paragraphe 3 aura été fixé et restera inscrite à l'ordre du jour des réunions de l'ORD jusqu'à ce qu'elle soit résolue." Elle a proposé que les cinq points subsidiaires qu'elle venait d'énumérer soient examinés individuellement.

- a) États-Unis – Loi antidumping de 1916: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS136/14/Add.26–WT/DS162/17/Add.26)

2. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS136/14/Add.26–WT/DS162/17/Add.26, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur la mise en œuvre des recommandations de l'ORD relatives à l'affaire de la Loi antidumping de 1916 des États-Unis.

3. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation additionnel sur ces différends le 6 mai 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme l'indiquait ce rapport, la législation portant abrogation de la Loi de 1916 était en attente à la fois au Sénat et à la Chambre des représentants des États-Unis. Le 29 janvier 2004, le texte H.R.1073 qui abrogerait la Loi de 1916 avait été transmis avec avis favorable par la Commission judiciaire de la Chambre des représentants. L'administration des États-Unis continuait de collaborer avec le Congrès pour progresser encore dans le règlement de ces différends avec les CE et le Japon.

4. Le représentant des Communautés européennes a dit qu'en mai 2003, deux projets de loi avaient été déposés au Sénat des États-Unis, l'un pour abroger la Loi antidumping de 1916, l'autre pour abroger la Loi et mettre fin aux procès en cours. Malheureusement, le Sénat n'avait même pas commencé à examiner un seul de ces textes. À la Chambre des représentants, la Commission avait fini par approuver un projet de loi pour examen par l'ensemble de la Chambre. Or, cela s'était passé quatre mois auparavant, et aucune action n'avait été entreprise depuis. Ce non-respect persistant créait un précédent qui nuisait à la crédibilité de l'ensemble de l'OMC. Les CE ont demandé aux États-Unis de se conformer enfin à leurs obligations internationales, sans quoi elles n'auraient pas d'autre choix que de demander à l'ORD l'autorisation de suspendre l'application de leurs obligations au titre du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping.

5. Le représentant du Japon a dit que son pays continuait de se demander avec une vive inquiétude si et quand la mise en œuvre par les États-Unis dans cette procédure aurait lieu. Comme il l'avait dit à de multiples reprises, la mise en œuvre dans les plus brefs délais des recommandations et décisions de l'ORD était d'une importance fondamentale pour la crédibilité du système de règlement des différends de l'OMC. Le Japon était particulièrement préoccupé par le fait que les sociétés japonaises continuaient de subir des préjudices importants, y compris des frais de justice élevés, en raison des procès qui leur étaient intentés au titre de cette loi incompatible avec les règles de l'OMC. Comme il l'avait dit précédemment, la mise en œuvre par les États-Unis devrait aussi remédier à cette situation. Il a de nouveau demandé au Congrès d'adopter la loi abrogeant la Loi de 1916, avec les effets rétroactifs qui convenaient. À cette fin, il a exhorté l'administration des États-Unis à collaborer plus étroitement avec le Congrès et à remettre des rapports plus détaillés faisant le point sur tous les projets de loi destinés à abroger la Loi de 1916. Il n'avait pas encore pris de décision définitive au sujet de la relance du processus d'arbitrage prévu à l'article 22 du Mémoire d'accord, mais il tenait à rappeler aux États-Unis qu'il avait le droit de suspendre des concessions ou d'autres obligations.

6. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

b) États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS176/11/Add.19)

7. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS176/11/Add.19, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD relatives à l'affaire de l'article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits.

8. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 6 mai 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. L'administration des États-Unis continuait de collaborer avec le Congrès des États-Unis au sujet des mesures législatives propres à régler ce différend. À cet égard, les États-Unis ont tenu à signaler qu'un projet de loi visant à modifier l'article 211 avait été déposé à la Chambre des représentants le 28 avril 2004 et au Sénat le 29 avril 2004, en réponse aux recommandations et décisions formulées par l'ORD. Le projet de loi abrogeant l'article 211 était déjà en attente dans les deux chambres du Congrès.

9. Le représentant des Communautés européennes a dit que les États-Unis avaient exprimé en de nombreuses occasions leur attachement à une protection effective et non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle. Les projets de texte en instance à la Chambre et au Sénat pour la Loi de protection sur les marques États-Unis/Cuba constituaient une réaffirmation bienvenue de leur engagement à l'égard de cet objectif. Ils offraient une base pour résoudre ce différend dans l'intérêt de tous, en garantissant une protection effective des droits de propriété intellectuelle, tant à Cuba qu'aux États-Unis, et en mettant fin à une législation nuisible qui protégeait des intérêts particuliers. Les CE espéraient que l'administration des États-Unis soutiendrait ces textes qui apportaient une solution appropriée à ce différend.

10. La représentante de Cuba a demandé combien de temps encore son pays, ainsi que les autres Membres, devrait assister à l'indifférence et au mépris avec lesquels les États-Unis traitaient leurs engagements au titre du mécanisme de règlement des différends. Cuba ne constatait de leur part aucun signe montrant qu'ils seraient prêts ou disposés à se conformer aux recommandations de l'ORD et, comme à l'accoutumée, le rapport de situation remis par les États-Unis se bornait à indiquer, de manière astucieuse et trompeuse, qu'ils se conformaient à l'obligation de surveiller la mise en œuvre de ces recommandations. Comme l'opinion publique internationale le savait et en discutait, l'article 211 était né des manipulations d'une société, Bacardi & Company Limited. Ce n'était pas une société américaine, mais ses intérêts économiques et politiques étaient liés à la politique d'agression

pratiquée par les États-Unis à l'encontre du peuple cubain, qui était contraire au droit international, et notamment aux accords sur la propriété intellectuelle.

11. La société en question était impliquée dans des actes illicites, agressifs et inhumains à l'encontre de Cuba et de sa population, à savoir la Loi Torricelli, la Loi Helms-Burton interventionniste et arbitraire et les mesures adoptées peu de temps auparavant par l'administration des États-Unis, dont le caractère lâche, cruel et inhumain les avait fait rejeter à la fois par la population cubaine et par la communauté internationale. L'Assemblée générale des Nations Unies avait condamné dès 1992 la politique de blocus menée contre Cuba et, au cours des dernières sessions, 179 pays avaient voté pour la cessation de l'embargo, avec seulement trois voix contre et deux abstentions. Inspirés et appuyés par un groupe qui souhaitait détruire l'œuvre juste et humaine accomplie par la Révolution cubaine, des projets de loi destinés à apporter des modifications de façade à l'article 211 avaient été déposés peu de temps auparavant à la Chambre des représentants et au Sénat des États-Unis. Officiellement, leur but était de mettre la loi en conformité avec les règles de l'OMC mais, en réalité, ils contribueraient à perpétuer des mesures illicites et déguisées en faveur d'une société de production de rhum au détriment des droits légitimes d'une entreprise cubaine, qui avaient été acquis en vertu de la législation des États-Unis sur les marques.

12. Cuba a répété que la seule solution légale, éthique, véritable et juste à ce différend était l'abrogation complète et immédiate de l'article 211, approuvée par le Congrès des États-Unis. Elle avait depuis longtemps comme vocation et comme tradition de respecter, de façon non discriminatoire, les engagements internationaux qu'elle avait contractés en vertu des traités, conventions et accords sur la propriété intellectuelle. Ce respect bénéficiait aux institutions et aux sociétés privées, y compris celles des États-Unis. C'était précisément pour cette raison que Cuba avait le droit d'exiger la fin des manœuvres employées dans ce processus de règlement des différends et de demander aux États-Unis de se conformer pleinement à leurs obligations et de s'abstenir de nuire aux intérêts commerciaux légitimes des Membres au moyen de stratagèmes juridiques qui étaient incompatibles avec les obligations de non-discrimination et de transparence qu'ils avaient contractées en tant que Membre de l'OMC. Depuis quelque temps, l'administration des États-Unis menait une politique de mensonge, de tromperie, d'imposture, de menace et de coercition à l'égard de la communauté internationale pour faire appliquer ses décisions. Si les États-Unis maintenaient leur position consistant à protéger les intérêts illicites d'un fabricant de rhum sans que cela suscite une réaction ferme mais juste, il n'y aurait plus qu'à mettre en sommeil l'Accord sur les ADPIC, et d'autres pays pourraient s'arroger le même droit, au détriment de l'ordre juridique international. Il fallait agir pour empêcher les États-Unis de détruire l'OMC et de réduire les accords internationaux à de simples bouts de papier. Actuellement, c'était Cuba, un petit pays victime d'un blocus, qui souffrait d'une violation de ses droits légitimes; dans l'avenir, d'autres pourraient connaître le même sort.

13. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

c) États-Unis – Mesures antidumping appliquées à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS184/15/Add.19)

14. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS184/15/Add.19, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD relatives à l'affaire des mesures antidumping appliquées par les États-Unis à certains produits en acier laminés à chaud en provenance du Japon.

15. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 6 mai 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. L'administration des États-Unis continuait de collaborer avec le Congrès au sujet des recommandations et décisions de l'ORD qui n'avaient pas été traitées au 23 novembre 2002.

16. Le représentant du Japon a dit qu'il était très regrettable pour son pays qu'aucun projet de loi n'ait même été déposé au Congrès des États-Unis avant l'expiration du délai raisonnable en décembre 2003. Le Japon ne constatait toujours aucun signe de progrès au sujet des "amendements législatifs spécifiques" que l'administration des États-Unis s'était engagée à adopter un an auparavant. Un nouveau retard dans la mise en œuvre nuirait à la crédibilité du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Le Japon a exhorté les États-Unis à mettre en œuvre sans délai les recommandations et décisions de l'ORD dans cette procédure, avant l'expiration du délai raisonnable qui venait d'être prolongé, c'est-à-dire le 31 juillet 2004. S'ils négligeaient à nouveau de se conformer aux recommandations et décisions de l'ORD, le Japon leur a rappelé qu'il avait droit au recours prévu dans les dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

17. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

d) Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles: Rapport de situation du Chili (WT/DS207/15/Add.7)

18. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS207/15/Add.7, qui contenait le rapport de situation du Chili sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD relatives à l'affaire du système de fourchettes de prix et des mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles.

19. Le représentant du Chili a dit que son pays avait présenté un nouveau rapport de situation le 6 mai 2004, bien qu'il n'y ait eu aucun progrès au sens de l'article 21:6 du Mémoire d'accord depuis fin décembre 2003, lorsqu'il avait pris des mesures pour se conformer, tant sur la forme que sur le fond, aux recommandations et décisions de l'ORD relatives à ce différend.

20. Le représentant de l'Argentine a dit que, comme il n'y avait eu aucun progrès au sens de l'article 21:6 du Mémoire d'accord depuis le précédent rapport de situation, son pays était obligé de réaffirmer que le désaccord au sens de l'article 21:5 du Mémoire d'accord continuait d'exister. En raison de ce désaccord, l'Argentine demanderait l'ouverture de consultations avec le Chili dans le cadre de l'Accord du 24 décembre 2003 concernant les procédures prévues aux articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends (WT/DS207/16), afin de rechercher une solution mutuellement convenue à ce différend.

21. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

e) États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention: Rapport de situation des États-Unis (WT/DS217/16/Add.4-WT/DS234/24/Add.4)

22. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DS217/16/Add.4-WT/DS234/24/Add.4, qui contenait le rapport de situation des États-Unis sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de l'ORD relatives à l'affaire de la Loi de 2000 des États-Unis sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention.

23. Le représentant des États-Unis a dit que son pays avait présenté un rapport de situation sur ce différend le 6 mai 2004, conformément à l'article 21:6 du Mémoire d'accord. Comme l'indiquait ce rapport, le texte de loi visant à mettre la Loi sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention en conformité avec les obligations des États-Unis au titre de l'OMC avait été présenté au Sénat (S. 1299) le 19 juin 2003. Le 10 mars 2004, le texte de loi abrogeant la CDSOA avait été déposé à la Chambre des représentants (H.R. 3933). En outre, le 2 février 2004,

l'administration des États-Unis avait à nouveau proposé l'abrogation de cette loi dans ses prévisions budgétaires pour l'exercice budgétaire 2005. Elle continuait de collaborer avec le Congrès pour progresser encore dans la recherche d'une solution à ces différends avec les parties plaignantes.

24. Le représentant des Communautés européennes a dit que c'était le quatrième point de l'ordre du jour de la réunion en cours au sujet duquel les États-Unis faisaient savoir qu'aucun progrès n'avait eu lieu concernant la mise en œuvre. Près d'un an s'était écoulé depuis le dépôt du premier projet de loi, et les débats n'avaient même pas encore commencé sur un seul des deux textes déposés. Alors que les CE s'attendaient légitimement à ce qu'un effort sérieux soit annoncé dans le sens de la mise en œuvre, elles entendaient des déclarations indiquant le contraire et des demandes visant à renégocier les règles de l'OMC. Un tel mépris pour une décision de l'ORD était inexcusable et extrêmement préjudiciable à l'autorité du mécanisme de règlement des différends. Les CE exhortaient de nouveau les États-Unis à se conformer à leurs obligations internationales et à respecter les droits des autres Membres en mettant en œuvre sans délai les décisions et recommandations de l'ORD.

25. Le représentant du Japon a dit que son pays avait pris acte du rapport de situation présenté par les États-Unis, qui était pratiquement identique à celui présenté à la précédente réunion ordinaire de l'ORD. Alors que la décision de l'arbitre était toujours en suspens, le Japon exhortait vivement l'administration des États-Unis à faire tout ce qui était en son pouvoir pour mettre en œuvre dans les moindres délais les recommandations et décisions de l'ORD en abrogeant la CDSOA, afin que le Japon et les autres Membres plaignants n'aient pas à recourir à des mesures de rétorsion.

26. Le représentant du Chili a dit que son pays déplorait que les États-Unis n'aient pas avancé dans la mise en œuvre des recommandations et décisions formulées à propos de ce différend, comme dans les trois autres affaires dont l'ORD était saisi à la réunion en cours. Non seulement les États-Unis retardaient l'abrogation de la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention, qui avait été déclarée incompatible avec les dispositions de l'OMC, mais ils cherchaient à la "légaliser" dans le cadre des négociations sur les règles. Le Chili ne contestait pas le droit souverain qu'avait chaque Membre de distribuer le produit des droits antidumping ou des droits compensateurs, mais il s'élevait contre ce qui était interdit par l'OMC, à savoir appliquer une double mesure corrective en cas de dumping ou de subventionnement. Cette mesure, qui "frappait doublement" les intéressés, comme l'avait dit le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales, nuisait directement aux exportations chiliennes, et le niveau d'annulation ou de réduction d'avantages subi par le Chili continuait de s'aggraver chaque jour en raison de l'Amendement Byrd. Le Chili a de nouveau demandé à l'administration et au Congrès des États-Unis d'intensifier leurs efforts en vue d'abroger au plus tôt l'Amendement Byrd.

27. Le représentant du Canada a dit que son pays avait pris acte, une fois encore, du rapport de situation présenté par les États-Unis et du fait qu'ils ne s'étaient toujours pas conformés aux obligations qui découlaient de l'OMC au sujet de l'Amendement Byrd. Le Canada continuait d'être préoccupé par le fait que les États-Unis n'avaient fait aucun progrès pour se mettre en conformité avec les recommandations et décisions de l'ORD. Malgré les diverses déclarations de l'administration des États-Unis selon lesquelles l'Amendement Byrd devrait être abrogé, cette mesure illégale restait en vigueur au détriment des autres Membres de l'OMC, dont le Canada. L'intervenant a rappelé qu'un arbitre déterminerait le niveau de rétorsion que le Canada et sept autres Membres pourraient imposer aux États-Unis pour leur carence dans ce différend. Malgré cela, l'objectif du Canada restait l'abrogation de cette mesure incompatible avec l'OMC plutôt que les mesures de rétorsion. Il exhortait donc les États-Unis à abroger l'Amendement Byrd et à mettre un terme à ce différend.

28. Le représentant de l'Inde a dit que son pays remerciait les États-Unis d'avoir remis encore un rapport de situation sur ce différend. L'Inde regrettait qu'aucun progrès n'ait été fait pour abroger la CDSOA et demandait à nouveau instamment aux États-Unis de redoubler d'efforts pour se conformer à leurs obligations en abrogeant cette loi.

29. Le représentant du Brésil a dit que, comme les intervenants précédents, son pays était déçu que les États-Unis n'aient pas mis en œuvre les recommandations de l'ORD. Il espérait qu'ils le feraient avant que des mesures de rétorsion ne soient imposées.

30. Le représentant de la Corée a dit que son pays remerciait les États-Unis de leur rapport de situation. Malheureusement, ce rapport était pratiquement identique aux précédents, ce qui signifiait qu'aucun progrès n'avait été accompli. Comme les CE l'avaient fait remarquer, il était regrettable qu'au lieu de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend, les États-Unis semblent vouloir renégocier les règles de l'OMC, ainsi que le montrait la proposition la plus récente qu'ils avaient présentée au Groupe de négociation sur les règles. La Corée les a vivement invités mettre en œuvre dans les moindres délais les décisions de l'ORD, afin qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à la suspension de concessions.

31. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de revenir sur cette question à sa réunion ordinaire suivante.

2. Mise en œuvre des recommandations de l'ORD

- a) Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement
- b) États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada

32. La Présidente a rappelé que, conformément aux dispositions du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'ORD était chargé de surveiller la mise en œuvre des recommandations et décisions qu'il avait adoptées pour que les différends soient résolus efficacement dans l'intérêt de tous les Membres. À cet égard, l'article 21:3 du Mémoire d'accord disposait que, dans les 30 jours suivant la date d'adoption du rapport du Groupe spécial ou de l'Organe d'appel, le Membre concerné devait informer l'ORD de ses intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations et décisions de ce dernier. La Présidente a proposé que les deux points subsidiaires qu'elle venait de mentionner soient examinés séparément.

- a) Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement

33. La Présidente a rappelé qu'à la réunion du 20 avril 2004, l'ORD avait adopté le rapport de l'Organe d'appel "Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement" et le rapport du Groupe spécial sur la même affaire, tel qu'il avait été modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Elle a ensuite invité les Communautés européennes à informer l'ORD de leurs intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de ce dernier.

34. Le représentant des Communautés européennes a rappelé que, le 20 avril 2004, l'ORD avait adopté les recommandations et décisions relatives à l'affaire "Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement". Les CE avaient déjà indiqué, lors de cette réunion, qu'elles comptaient mettre en œuvre pleinement les décisions de l'ORD. À la réunion en cours, elles ont tenu à confirmer leur intention de mettre en œuvre pleinement les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire, en conformité avec les obligations qu'elles avaient contractées à l'OMC, et ont dit qu'elles avaient déjà commencé à analyser les options offertes à cet égard. Elles comptaient modifier le régime concernant les drogues de leur schéma SGP, afin de le rendre entièrement conforme aux décisions et recommandations de l'ORD. En raison de la relative complexité des questions en jeu et de la nécessité d'une mise en œuvre satisfaisante, elles auraient besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre. Elles étaient prêtes et disposées à discuter d'un tel délai avec l'Inde, conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord.

35. Le représentant de l'Inde a dit qu'après la déclaration exceptionnellement longue faite par son pays lors de l'adoption des rapports sur cette affaire à la réunion de l'ORD du 20 avril, il ne ferait qu'une très brève déclaration à la réunion en cours. L'Inde se félicitait que les CE aient à nouveau confirmé qu'elles comptaient mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans cette affaire. Comme elles avaient indiqué qu'elles avaient besoin d'un délai raisonnable puisqu'il leur était concrètement impossible de se conformer dans l'immédiat, l'Inde comptait les rencontrer dans un avenir proche pour conclure un accord sur ce délai.

36. L'ORD a pris note des déclarations et des informations données par les CE sur leurs intentions concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD.

b) États-Unis – Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada

37. La Présidente a rappelé qu'à la réunion du 26 avril 2004, l'ORD avait adopté le rapport du Groupe spécial "Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada." Elle a ensuite invité les États-Unis à informer l'ORD de leurs intentions au sujet de la mise en œuvre des recommandations de l'ORD.

38. Le représentant des États-Unis a dit que son pays comptait mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD de façon à respecter les obligations qu'il avait contractées à l'OMC et qu'il avait commencé à analyser les options offertes à cet égard. Les États-Unis auraient besoin d'un délai raisonnable pour la mise en œuvre et étaient prêts à avoir des consultations avec le Canada à ce sujet.

39. Le représentant du Canada a dit que l'ORD avait adopté le rapport du Groupe spécial "Enquête de la Commission du commerce international dans l'affaire concernant les bois d'œuvre résineux en provenance du Canada" à sa réunion extraordinaire du 26 avril 2004. Il a rappelé qu'une conclusion au cœur de la détermination par les États-Unis de l'existence d'une menace de dommage avait été jugée incompatible avec les obligations contractées par les États-Unis en vertu de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. L'ORD avait déterminé qu'une autorité objective et impartiale chargée de l'enquête ne serait pas parvenue à la conclusion selon laquelle il y aurait probablement une augmentation substantielle et imminente des importations de produits de bois d'œuvre résineux en provenance du Canada. Il avait également déterminé que, comme elle était fondée sur cette même conclusion, l'analyse du lien de causalité par les États-Unis était incompatible avec les accords précités. Par conséquent, il avait recommandé que les États-Unis rendent leurs mesures conformes aux obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord antidumping et de l'Accord SMC. Le Canada était heureux de constater que les États-Unis avaient fait connaître leur intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD. Son objectif était de s'entendre avec les États-Unis sur un délai raisonnable, et il espérait pouvoir discuter en détail des intentions des États-Unis très prochainement.

40. L'ORD a pris note des déclarations et des informations données par les États-Unis sur leurs intentions concernant la mise en œuvre des recommandations de l'ORD.

3. Modifications qu'il est proposé d'apporter aux *Procédures de travail pour l'examen en appel* (WT/AB/WP/8)

41. La Présidente a rappelé que, comme cela avait été annoncé à la réunion de l'ORD du 20 avril 2004, cette question avait été inscrite à l'ordre du jour de la réunion en cours conformément aux "Procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les modifications apportées aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*" (WT/DSB/31), afin de permettre aux délégations de procéder à un échange de vues sur certaines

modifications en cours d'examen par l'Organe d'appel, comme l'indiquait le document WT/AB/WP/8. Elle a aussi rappelé qu'à la réunion du 20 avril, elle avait invité les Membres à remettre leurs observations écrites sur ces modifications d'ici au 26 mai 2004. À la réunion en cours, elle a informé les délégations qu'aucune observation écrite n'avait encore été communiquée sur les modifications en cours d'examen. Elle a ensuite invité les délégations à donner officiellement leur point de vue sur ces modifications.

42. Le représentant des États-Unis a dit que son pays tenait à remercier la Présidente et l'Organe d'appel d'avoir permis la tenue de ces consultations au sujet des modifications que l'Organe d'appel se proposait d'apporter à ses procédures de travail. À la réunion en cours, les États-Unis souhaitaient faire part à la Présidente et aux Membres de leurs observations sur les modifications proposées. Ils souhaiteraient aussi que l'occasion leur soit donnée de s'exprimer au sujet de ces modifications lors d'une réunion informelle supplémentaire de l'ORD. Ils auraient sans doute des observations supplémentaires à formuler lors d'une telle réunion. Pour l'heure, la délégation des États-Unis souhaitait présenter les réflexions suivantes. Premièrement, les États-Unis étaient conscients qu'il fallait actualiser les procédures relatives à la fixation de la date de l'audience et se demandaient s'il ne serait pas utile aussi, dans le cadre de cet exercice, de prévoir que l'Organe d'appel consulterait très brièvement les parties à l'appel avant de fixer définitivement la date de l'audience.

43. Deuxièmement, au sujet du calcul des délais indiqués dans le Mémoire d'accord, les États-Unis appréciaient les efforts importants que l'Organe d'appel et le Secrétariat avaient déployés au fil des ans pour respecter ces délais, ainsi que les difficultés que cela avait représenté, notamment en décembre et en août. La démarche proposée par l'Organe d'appel pour allonger les délais durant ces périodes n'était pas déraisonnable, mais le libellé existant du Mémoire d'accord ne le permettait pas. C'était une question qui pourrait être examinée dans le cadre des négociations sur le Mémoire d'accord, si les Membres souhaitaient modifier les délais.

44. Troisièmement, les États-Unis tenaient aussi à donner leur avis sur les modifications proposées au sujet des déclarations d'appel. Ces propositions offraient une occasion utile de réexaminer le rôle des déclarations d'appel. Les intimés cherchaient de plus en plus à contester le caractère suffisant de la déclaration d'appel, en se fondant sur les critères indiqués dans les procédures de travail en vigueur, ainsi que sur l'explication que l'Organe d'appel en avait donnée par la suite. Compte tenu de la situation actuelle et des ambiguïtés que présentaient les procédures de travail en vigueur, l'Organe d'appel proposait des modifications qui ajouteraient des exigences supplémentaires et, pour maintenir l'équilibre, exigeraient aussi une déclaration parallèle pour les appels incidents. Cette proposition ajouterait aussi un processus de modification de la déclaration d'appel et modifierait le calendrier des réunions d'information pour tenir compte de ces changements. Les États-Unis étaient sensibles au fait qu'avec ces modifications, l'Organe d'appel souhaitait introduire plus de prévisibilité et d'équité, mais ils se demandaient si elles n'auraient pas finalement pour effet de rendre la situation encore plus compliquée et difficile et d'absorber du temps qui pourrait être consacré à examiner sur le fond les questions importantes soulevées dans l'appel. Ils se demandaient s'il ne serait pas possible de trouver un moyen différent de répondre aux mêmes préoccupations, de façon à réduire la durée de la procédure au lieu de l'allonger. Ce moyen pourrait peut-être s'inspirer de quelques-unes des idées de l'Organe d'appel concernant le calendrier établi pour les appels.

45. Le Mémoire d'accord indiquait seulement qu'un Membre qui souhaitait faire appel devait notifier son intention à l'ORD. Rien d'autre n'était prescrit au sujet de cette notification et, mis à part la condition énoncée dans le Mémoire d'accord selon laquelle l'appel devait être limité aux questions de droit couvertes par le rapport du groupe spécial et aux interprétations du droit données par celui-ci, le Mémoire d'accord ne limitait pas le champ de l'appel. Par conséquent les États-Unis seraient disposés à collaborer avec l'Organe d'appel et les Membres pour trouver un moyen de simplifier le processus et permettre à l'Organe d'appel et aux parties de consacrer une plus grande partie du temps qui était très limité aux questions faisant l'objet de l'appel et de passer moins de temps

sur des questions de procédure. En conclusion, ils attendaient avec intérêt la poursuite du débat sur ces questions entre les Membres et du dialogue avec l'Organe d'appel à travers ce processus.

46. Le représentant des Communautés européennes a dit que les CE avaient examiné en détail les modifications proposées par l'Organe d'appel et considéraient, dans le principe, qu'elles pouvaient améliorer les procédures de travail. En outre, elles jugeaient très précieuse l'occasion qui était donnée aux Membres de donner leur avis sur la mise à jour régulière des procédures de travail de l'Organe d'appel. Elles formuleraient des observations détaillées par écrit avant le 26 mai 2004, comme cela avait été demandé, notamment sur le projet de texte annexé au document WT/AB/WP/8. Au sujet de la proposition de l'Organe d'appel relative au contenu de la déclaration d'appel, les CE estimaient qu'il serait utile de dresser une liste claire de ce qui devrait figurer dans le texte de la déclaration et qu'une telle liste serait conforme à l'objectif de la règle 20 sur l'engagement de la procédure d'appel. Par ailleurs, elles étaient d'accord avec l'Organe d'appel sur le fait que la déclaration d'appel ne déclenchait pas seulement un appel mais permettait aussi à l'intimé d'exercer pleinement son droit à la défense. De même, elles considéraient que la proposition de l'Organe d'appel relative à la création d'une déclaration d'un autre appel reposait sur des motifs solides et devrait être confirmée.

47. La troisième proposition de l'Organe d'appel relative à la procédure de modification des déclarations d'appel était la plus délicate. Les CE avaient elles-mêmes constaté, dans l'affaire "CE – Sardines", que les procédures de travail ne prévoyaient pas la modification d'une déclaration d'appel. Jusque-là, les appelants procédaient en retirant la déclaration d'origine et en en déposant une nouvelle immédiatement après. L'Organe d'appel avait affirmé que la règle 30 1) autorisait les désistements conditionnels, sauf si la condition imposée affaiblissait le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux ou si le Membre qui attachait la condition n'engageait pas les procédures de règlement des différends de bonne foi dans un effort visant à régler le différend. Les CE ne voyaient donc pas clairement la relation que la règle proposée aurait avec la règle 30 1) et la jurisprudence précitée de l'Organe d'appel sur les désistements conditionnels. Elles supposaient que, dans les cas de modification et de désistement conditionnel, l'Organe d'appel appliquerait le même critère, c'est-à-dire qu'il rejetterait les déclarations nouvelles ou modifiées dans les cas où il considérerait qu'il y avait un recours abusif à des techniques procédurières. Pour pouvoir formuler correctement leur opinion, les CE seraient reconnaissantes à l'Organe d'appel de bien vouloir donner des éclaircissements supplémentaires sur l'effet que la règle proposée aurait sur les décisions de l'Organe d'appel relatives à la règle 30 1).

48. Les CE ont ensuite abordé la proposition de l'Organe d'appel relative à la règle 18 5), souscrivant au contenu et au bien-fondé de la modification proposée. Il serait d'ailleurs envisageable d'adopter une règle générale du même type pour les procédures de groupe spécial. De même, les CE approuvaient sans réserve la proposition faite par l'Organe d'appel de modifier la règle 27 1), afin de tenir compte de la pratique constante. Enfin, l'intervenant a abordé la question des "congé". L'Organe d'appel avait raison de dire qu'il était arrivé dans le passé qu'une déclaration d'appel soit déposée, puis retirée et déposée à nouveau simplement pour éviter que la période de 90 jours ne se termine au milieu des vacances d'été ou d'hiver. Il semblait donc judicieux de prévoir une période de suspension à ces époques.

49. Le représentant de l'Argentine a remercié l'Organe d'appel d'avoir distribué le texte des modifications qu'il se proposait d'apporter aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*, ainsi que les explications correspondantes portant la cote WT/AB/WP/8. Compte tenu de la demande exprimée par l'Organe d'appel à la section VII de sa communication et de l'inscription de ce point à l'ordre du jour de la réunion en cours, l'Argentine souhaitait présenter les observations suivantes. Au sujet des déclarations d'appel, elle jugeait valables les raisons invoquées par l'Organe d'appel pour proposer une modification de leur contenu, car cela pourrait servir à uniformiser les prescriptions relatives à la détermination de la nature de l'appel et des allégations d'erreur formulées. Cela garantirait donc mieux le droit des autres parties à se défendre. Toutefois, l'Argentine craignait qu'une plus grande complexité des prescriptions applicables à la déclaration d'appel – qui étaient relativement

souples dans la forme – ne multiplie les litiges au début de l'appel et n'incite les Membres à soulever des objections pour manque de clarté de la déclaration, simplement pour gagner du temps. Il serait donc souhaitable de ménager un équilibre entre l'exigence d'une plus grande précision dans la description des erreurs alléguées et la nécessité d'éviter la présentation d'arguments dilatoires.

50. Au sujet des déclarations d'un autre appel, l'Argentine appuyait les arguments invoqués par l'Organe d'appel, car jusque-là seul l'appelant était tenu de déposer une déclaration d'appel. Comme cette obligation ne s'appliquait pas aux autres appelants, c'est-à-dire à ceux qui avaient déposé un appel incident, l'appelant était mis en situation défavorable vis-à-vis des autres appelants. L'intervenant a fait remarquer que la modification en question ne semblait pas porter sur le fond. Elle établirait simplement l'obligation de déposer la déclaration en question trois jours avant la date à laquelle la communication de l'autre appelant aurait été déposée. Ce court délai serait en outre ramené à un jour dans les différends portant sur des subventions prohibées.

51. Au sujet de la modification des déclarations d'appel, l'Argentine reconnaissait que cette possibilité serait importante pour rationaliser une procédure qui obligeait concrètement à déposer différents documents, tout en conservant la déclaration d'appel dans un seul document, qui définissait le champ de l'appel. Au sujet du délai imparti pour la correction des erreurs, l'Argentine estimait que le mot "clerical" figurant dans la version anglaise des procédures de travail avait une portée plus limitée que le mot "minor" qui avait été proposé. Elle jugeait donc que la modification proposée était un peu plus que sémantique, puisqu'elle permettrait de corriger non seulement les erreurs typographiques, mais aussi les erreurs mineures de nature différente. Cette proposition avait cependant le mérite de dresser une liste indicative des erreurs qui pourraient être considérées comme "mineures". L'Argentine reconnaissait qu'une telle modification était nécessaire pour des raisons pratiques.

52. Au sujet de la modification des délais prévus pour les audiences et du calcul des délais de 60 et 90 jours prévus à l'article 17:5 du Mémoire d'accord, il était entendu pour l'Argentine que ces propositions répondaient à des exigences pratiques, de sorte qu'elle les approuvait. Elle estimait qu'il serait souhaitable de réfléchir sur la pratique systématique de l'Organe d'appel consistant à fixer, pour l'audience avec les parties, un délai plus long (35 à 45 jours) que celui qui était actuellement établi, en raison de l'intense pression sous laquelle la section de l'Organe d'appel, les fonctionnaires du Secrétariat et les parties au différend devaient travailler. L'Argentine jugeait réaliste la proposition tendant à exclure les périodes de congé de Noël et d'août du calcul des délais de 60 et 90 jours prévus à l'article 17:5 du Mémoire d'accord. Elle prenait aussi note de la possibilité que la section de l'Organe d'appel, après consultation avec les participants et les participants tiers, apporte au cas par cas les modifications appropriées au plan de travail établi pour l'appel. À cet égard, elle a fait observer qu'il faudrait envisager le même traitement à l'égard des Membres de l'hémisphère Sud. Enfin, l'intervenant a dit que l'Argentine comptait présenter des observations par écrit, comme cela avait été demandé.

53. Le représentant du Canada a dit que son pays présenterait des observations écrites en temps utile. Pour l'instant, il souhaitait formuler une observation au sujet de certaines remarques qui avaient été faites durant la réunion. Dans son premier rapport, l'Organe d'appel avait déclaré qu'il ne fallait pas interpréter l'Accord sur l'OMC en l'isolant cliniquement du droit international public, ce qui incluait le Mémoire d'accord et les principes généraux du droit international public applicables aux mécanismes judiciaires et quasi judiciaires de règlement des différends. Par exemple, le Mémoire d'accord ne prévoyait rien au sujet de l'équité procédurale et de la régularité de la procédure et, cependant, il serait difficile d'imaginer qu'une délégation, se fondant sur une interprétation totalement littérale du Mémoire d'accord, puisse insinuer que ces principes ne s'appliquaient pas à la procédure de groupe spécial. Un autre principe auquel souscrivaient tous les tribunaux était la nécessité d'éviter les "procès par embuscade". Les propositions de l'Organe d'appel donnaient effet à ce principe en développant les prescriptions en matière de notification succinctement exposées dans le Mémoire d'accord, sans s'écarter aucunement des paramètres du Mémoire d'accord.

d'accord. Dans ce sens, il fallait se féliciter de l'éclaircissement apporté par l'Organe d'appel aux règles existantes concernant les déclarations d'appel. Le Canada donnerait évidemment davantage d'explications sur sa position en temps utile.

54. Le représentant du Brésil a remercié l'Organe d'appel d'avoir souligné les problèmes existants et d'avoir proposé des solutions concernant la procédure d'appel. Le Brésil était sensible au fait que l'Organe d'appel avait invité les Membres à donner leur avis sur ces questions. À la réunion en cours, il souhaitait présenter quelques observations générales et particulières. Au sujet de la déclaration d'appel, l'intervenant a dit qu'il ne s'agissait pas d'une "institution juridique" répandue dans de nombreux pays de droit civil. Au Brésil, par exemple, le dépôt d'une déclaration d'appel n'était pas exigé, et la procédure d'appel commençait avec le dépôt d'une communication d'appel. L'intervenant croyait aussi savoir que, dans certains pays de Common Law, les tribunaux n'exigeaient en général qu'une déclaration de la décision visée par l'appel, déclaration qui n'avait pas à être détaillée. Le Brésil reconnaissait que la déclaration d'appel avait un objectif utile, celui de résumer l'appel à l'intention de l'Organe d'appel et des parties. Dans sa communication, l'Organe d'appel estimait que la déclaration d'appel non seulement déclenchait l'appel, mais indiquait aussi la nature de l'appel. Dans ce contexte, on pourrait également envisager une règle selon laquelle une communication d'appelant serait remise en même temps que la déclaration d'appel. Ou bien, la déclaration d'appel pourrait être simplement insérée comme première partie de la communication de l'appelant, même sous la forme utilisée actuellement. De point de vue d'un pratiquant du droit, l'élément fondamental que les avocats devaient connaître dès que possible pour rédiger une communication était l'argumentation juridique qui serait exposée dans la communication d'appel, et non les questions de droit, que les parties au différend connaissaient déjà.

55. Selon l'Organe d'appel, une déclaration d'appel équivaldrait en fait à la demande d'établissement d'un groupe spécial. Le Brésil se demandait si cela était approprié. Au sujet de la proposition de l'Organe d'appel relative à la règle 22 d), le Brésil se demandait si l'expression "description des erreurs de droit alléguées" ne risquait pas de susciter de nouvelles disputes sur la portée d'une telle description. Il ne voyait pas clairement quel devrait être le niveau de détail de cette description. Il se demandait si cela ne risquerait pas d'inciter les parties à soulever des questions préliminaires telles que celles qui étaient fréquemment soulevées au titre de l'article 6:2 du Mémoire d'accord durant le processus de groupe spécial. Le Brésil croyait comprendre que l'intention de l'Organe d'appel était de consolider ses nouvelles procédures de travail. Dans la pratique existante, la déclaration d'appel faisait référence à des erreurs juridiques, aux dispositions des accords visés ou à des paragraphes du rapport du groupe spécial, afin de permettre aux autres parties de bien comprendre les questions faisant l'objet de l'appel. L'intervenant était d'accord avec les Membres pour vouloir que les déclarations d'appel soient aussi claires que possible. Toutefois, alors que, dans son texte explicatif, l'Organe d'appel affirmait son intention d'"encourager l'appelant à identifier les paragraphes spécifiques du rapport du groupe spécial", le texte proposé pour la règle 20 disait que la déclaration d'appel "comprendra[it]" une "liste indicative des paragraphes du rapport du groupe spécial". On ne voyait pas clairement s'il s'agissait d'un encouragement ou d'une obligation. En outre, si la liste était seulement indicative, quelle conséquence cela aurait-il de ne pas inclure certains paragraphes dans la déclaration d'appel?

56. Le Brésil était favorable au changement proposé par l'Organe d'appel sur la question des erreurs matérielles et sur celle de la date de l'audience. À propos des nouvelles prescriptions relatives à une déclaration d'un autre appel, il souscrivait aux arguments avancés par l'Organe d'appel. Au sujet de la modification de la déclaration d'appel, il comprenait les préoccupations et les problèmes pratiques auxquels l'Organe d'appel tentait de répondre. Une proposition cependant ne semblait pas réalisable, celle que tous les participants tiers au différend soient autorisés à donner leur avis sur la justification des modifications. Cela serait compliqué dans les affaires où il y avait trop de participants tiers. Si tous ces participants avaient le droit de donner leur avis sur les modifications proposées, cela pourrait prendre beaucoup de temps. On ne voyait pas non plus clairement quelle

incidence ces modifications auraient sur les délais applicables à la procédure d'appel, car aucun délai n'était précisé à leur sujet.

57. Au sujet du calcul du délai de 90 jours, le Brésil partageait l'avis exprimé par l'Organe d'appel et serait d'accord pour qu'il y ait des périodes dont la durée ne serait pas comptée dans le calcul de ce délai. Toutefois, comme cette modification était en contradiction avec le délai de 90 jours établi à l'article 17:5 du Mémoire d'accord, il se demandait si elle pourrait être faite au moyen d'un simple changement apporté aux procédures de travail. Enfin, l'intervenant a dit qu'il serait aussi intéressant d'envisager la même démarche pour les procédures de groupe spécial. À cet égard, il serait intéressant de déterminer certaines périodes de l'année pendant lesquelles la procédure ne courrait pas. Cette question pourrait être abordée dans le cadre des négociations en cours sur le Mémoire d'accord.

58. Le représentant du Japon a remercié l'Organe d'appel de sa communication. La question était en cours d'examen à Tokyo, et le Japon comptait présenter des observations écrites d'ici au 26 mai. La délégation japonaise ne formulerait donc, à la réunion en cours, que des observations préliminaires. Le premier souci fondamental du Japon était de ménager un équilibre entre la nécessité de rendre la procédure aussi prévisible et équitable que possible et celle d'éviter qu'elle ne soit longue et contraignante. Comme l'avaient dit certaines délégations, diverses suggestions présentées dans la communication de l'Organe d'appel pourraient exiger une modification des dispositions du Mémoire d'accord. Par exemple, l'allongement du délai de 90 jours risquerait d'être contraire au libellé du texte.

59. Sur le point précis du contenu de la déclaration d'appel, le Japon admettait qu'il fallait éclaircir la procédure, afin de permettre à l'Organe d'appel de délibérer plus efficacement. Il avait cependant quelques doutes quant à la nécessité de rendre obligatoires les trois éléments proposés dans la communication de l'Organe d'appel, à savoir: i) la description des erreurs de droit alléguées; ii) la liste des dispositions juridiques des accords visés au titre desquelles le rapport était contesté; et surtout iii) la liste indicative des paragraphes du rapport du groupe spécial. Le Japon doutait qu'il fût avisé de faire figurer ce contenu obligatoire dans une déclaration d'appel. Sa préoccupation venait du fait que l'appelant ne serait peut-être pas en mesure de relever tous les paragraphes du rapport du groupe spécial qui avaient trait aux allégations – même avec le qualificatif "indicative" – dans le délai qui lui était imparti. De plus, au sujet de la description des erreurs alléguées, le Japon ne voyait pas clairement jusqu'à quel point elle devrait être détaillée. À cet égard, l'intervenant a fait observer que, dans le rapport sur l'affaire des crevettes (WT/DS58/AB/R, paragraphe 95), il était dit que la déclaration d'appel n'était pas censée indiquer les raisons pour lesquelles l'appelant considérait ces constatations ou interprétations comme étant erronées. Il fallait garder cela à l'esprit.

60. À propos de la question suivante, la déclaration d'un autre appel, le Japon pouvait souscrire d'une manière générale à l'idée qu'il faudrait instaurer une procédure de dépôt d'une telle déclaration. Mais si l'intention de l'Organe d'appel était de traiter juridiquement sur le même pied la déclaration d'appel initiale et l'autre déclaration d'appel, la question se posait de savoir comment les articles 16:4 et 17:5 du Mémoire d'accord fonctionneraient par rapport à ces deux déclarations. Par exemple, l'article 16:4 fixait un délai de 60 jours. Comment cette déclaration d'un autre appel serait-elle traitée par rapport au délai de 60 jours puisque, dans le passé, de nombreuses déclarations d'autres appels avaient été déposées après ce délai de 60 jours? Il faudrait donc peut-être examiner comment différencier ces deux déclarations d'appel.

61. L'intervenant a ensuite parlé des calendriers proposés dans la communication de l'Organe d'appel. Le Japon estimait raisonnable de déposer la déclaration d'un autre appel après la déclaration d'appel initiale et avant la date prévue pour la communication de l'autre appelant. Toutefois, il lui était assez difficile d'accepter que le délai imparti pour le dépôt de la communication des appelants soit ramené de dix à sept jours, car l'expérience montrait que les décisions de faire appel étaient souvent prises à la dernière minute et que le temps imparti pour rédiger les communications était

toujours court. Bien sûr, cela aurait un effet sur le calendrier général du processus de l'Organe d'appel. Il fallait donc examiner cet élément dans le contexte du calendrier général. Le Japon était favorable à la suggestion des États-Unis selon laquelle il serait utile d'avoir quelques discussions informelles sur ces questions après la réunion en cours. Au sujet de la modification des déclarations d'appel, le Japon a noté le soin avec lequel cette question avait été abordée, mais il a demandé où, dans le libellé actuel du Mémoire d'accord, se trouvait le fondement juridique permettant à la section de l'Organe d'appel de se prononcer sur la modification des déclarations d'appel, sachant que cette modification avait directement à voir avec les droits des Membres. Ce genre de question pourrait être discutée au cours d'une réunion informelle.

62. Le représentant de l'Inde a dit que son pays se félicitait de l'occasion qui lui était donnée de s'exprimer sur les propositions faites par l'Organe d'appel en vue de modifier ses procédures de travail, conformément à la décision adoptée par l'ORD le 19 décembre 2002, et a remercié la Présidente et l'Organe d'appel d'en donner la possibilité aux Membres. Il s'agissait de propositions très détaillées, qui exigeaient une étude attentive de la part des Membres. L'Inde souhaitait formuler quelques observations préliminaires et saisir cette occasion pour entendre l'avis des autres Membres à la réunion en cours. Elle communiquerait ses vues par écrit après réflexion. Elle était d'accord avec les États-Unis et le Japon sur le fait que les Membres devraient d'abord discuter de cette question de manière informelle entre eux et avec l'Organe d'appel. Pour l'instant, l'intervenant souhaitait seulement formuler trois remarques préliminaires.

63. Premièrement, au sujet de la déclaration d'un autre appel, il n'était pas évident qu'elle soit nécessaire en théorie et que son absence porte préjudice aux appelants tandis qu'ils se défendaient contre l'autre appel. Les affaires passées ne donnaient guère d'indications sur cette question théorique. En outre, dans le cas où les délais proposés dans la modification seraient adoptés, l'autre appelant n'aurait parfois qu'une journée entre le dépôt de sa déclaration et sa communication – non seulement dans les affaires de subventions, comme l'avait dit l'Argentine, mais aussi chaque fois qu'il y aurait un week-end entre les deux dates limites –, alors que l'appelant continuerait d'avoir plus de temps pour sa communication d'intimé.

64. Deuxièmement, au sujet de la modification des déclarations d'appel, l'Organe d'appel envisageait de subordonner la capacité d'un appelant ou d'un autre appelant de modifier sa déclaration à l'autorisation de la section qui connaissait de l'appel, sur exposé des raisons. Les raisons suffisantes dépendraient des circonstances propres à chaque affaire. L'Organe d'appel tiendrait compte des éléments suivants: i) la nature et la portée de la modification proposée; ii) la régularité de la procédure; iii) la date de présentation de la demande de modification; et iv) toutes raisons expliquant pourquoi la déclaration modifiée proposée n'avait pas été ou n'avait pas pu être déposée à la date où elle aurait dû l'être initialement. Or, le texte de la modification proposée transformait ces éléments en importance d'assurer l'équité et le bon déroulement de la procédure. Il n'était pas évident que les préoccupations exposées par l'Organe d'appel soient correctement reprises dans la modification proposée.

65. Troisièmement, au sujet du calcul des délais de 60 et 90 jours, l'Inde ne voyait pas clairement si le texte prenait en compte les risques liés à la modification qui serait apportée aux délais durant les périodes de congé, par exemple la situation dans laquelle un appelant disposerait de près de trois semaines au lieu des dix jours habituels pour sa communication d'appelant, ce qui serait clairement au désavantage de l'intimé. De plus et surtout, les délais dépasseraient ce qui était mentionné dans le Mémoire d'accord. Même si personne ne souhaitait travailler durant les congés et s'il y avait à l'évidence de réelles difficultés dues au temps que prenait la procédure d'appel, il fallait examiner attentivement les conséquences néfastes qui pourraient s'ensuivre quant à l'équité et à la régularité de la procédure.

66. Le représentant de la Thaïlande s'est associé aux intervenants précédents pour remercier l'Organe d'appel des modifications qu'il se proposait d'apporter à ses *Procédures de travail pour l'examen en appel*. Toutefois, comme sa délégation n'avait pas encore reçu d'instructions de sa capitale au sujet de cette communication, elle souscrivait à la suggestion des États-Unis, appuyée par le Japon et l'Inde, selon laquelle une réunion informelle devrait avoir lieu pour débattre de ces sujets. Elle était tout à fait consciente que les observations relatives aux modifications devraient être présentées pour le 1^{er} juin, mais elle espérait que l'Organe d'appel comprendrait qu'il fallait plus de temps pour discuter davantage de ces questions qui étaient importantes pour tous les Membres.

67. Le représentant de la Colombie a remercié la Présidente d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour. La Colombie, qui attachait une grande importance à cette question, a remercié l'Organe d'appel d'avoir pris l'initiative de modifier ses procédures de travail. Elle était en train d'analyser soigneusement chacune des modifications proposées et ne pourrait donc pas donner un avis définitif sur chacun des points soulevés durant la réunion en cours. Elle avait néanmoins des doutes sur certaines suggestions, par exemple, le fait qu'il faudrait examiner ces questions dans le contexte des procédures de travail, sans que les Membres en débattent d'abord. Comme le Japon, la Colombie préférait que les aspects opérationnels de sujets tels que la modification des déclarations d'appel ne soient traités par l'Organe d'appel que lorsque les Membres auraient adopté les décisions pertinentes. Elle se demandait également si le système tirerait profit de la mise en œuvre de la proposition relative à la modification des déclarations d'appel. La section explicative consacrée aux améliorations spécifiques mentionnait les raisons qu'il pourrait y avoir d'accepter la modification d'une déclaration d'appel et disait clairement qu'il n'était pas souhaitable de mettre en place un droit absolu. Les éléments qui pourraient être pris en compte étaient, entre autres, la nature et la portée de la modification proposée, la régularité de la procédure et la date de présentation de la demande. Or, ils n'étaient pas repris dans le libellé concret des dispositions, qui ne faisaient qu'accorder un large pouvoir décisionnaire, sur exposé des raisons par l'appelant. Enfin, la Colombie souhaitait que ces questions soient étudiées plus avant et serait favorable à des discussions informelles, comme l'avaient proposé le Japon, l'Inde et les États-Unis.

68. Le représentant de la Norvège a remercié la Présidente d'avoir donné aux Membres l'occasion d'examiner la communication de l'Organe d'appel. À la réunion en cours, la Norvège souhaitait seulement présenter des observations préliminaires, qu'elle développerait éventuellement à mesure que les autres délégations formuleraient leurs observations à la réunion en cours ou durant une éventuelle réunion informelle. Elle trouvait cette suggestion utile et souhaiterait participer à une telle réunion. Elle accueillait favorablement les propositions relatives à la déclaration d'appel, qui incluaient la possibilité d'une déclaration d'un autre appel. À propos de la modification des déclarations, elle comprenait que certains intervenants aient mis en garde contre le risque d'abus, mais considérait que les sauvegardes prévues dans la proposition étaient suffisantes. Au sujet de la correction des erreurs mineures, la délégation norvégienne se demandait, comme l'Argentine, si le remplacement de l'expression erreurs matérielles par erreurs mineures n'était pas effectivement un peu plus qu'un simple changement. Elle se demandait s'il était vraiment nécessaire de remplacer le mot "matériel" par le mot "mineur". À cet égard, elle a fait observer que la règle 18 ne s'appliquerait plus seulement aux communications, mais aussi aux autres documents. Elle pensait qu'il serait utile d'avoir quelques précisions sur ces modifications proposées. À propos du calcul des délais et des périodes d'interruption, elle était favorable à cette proposition. Toutefois, elle avait quelques inquiétudes à la fois sur le libellé de la proposition et sur ses rapports avec les articles 17:5 et 16:4 du Mémorandum d'accord. Elle constatait que la proposition prolongeait globalement tous les délais mentionnés dans le Mémorandum d'accord, ce que l'Organe d'appel ne pouvait faire, de sorte qu'il serait bon de remanier le texte pour s'assurer qu'il se limite strictement à la procédure d'appel. Il faudrait examiner cette proposition dans le cadre du réexamen du Mémorandum d'accord, car elle aurait des incidences sur le calendrier général.

69. La représentante de l'Australie a dit que, comme d'autres, elle tenait à remercier l'Organe d'appel d'avoir communiqué ce document, ainsi que la Présidente d'avoir donné aux Membres l'occasion d'exprimer leur avis. L'Australie présenterait des observations plus détaillées en temps utile, comme cela avait été demandé. Ses réactions initiales aux propositions étaient les suivantes. Premièrement, le fait de rendre plus détaillée la déclaration d'appel était une proposition sensée qui allait dans le sens de la clarté et de la cohérence et que l'Australie pouvait appuyer, à condition que cela ne soit pas trop contraignant pour les appelants. Au sujet de la modification des déclarations d'appel, elle reconnaissait que des règles autorisant des modifications mineures de nature à "développer ou compléter" la déclaration pourraient être utiles, sous certaines réserves, comme l'avait indiqué l'Organe d'appel, notamment la prise en compte de facteurs tels que la régularité de la procédure et la nature et la portée des modifications proposées.

70. À propos de la correction des erreurs mineures, l'Australie ne voyait pas d'inconvénient à ce que le terme "matériel" soit remplacé, mais le terme "mineur" risquait de poser problème, car c'était une notion subjective impliquant une certaine interprétation. On pourrait utiliser une formule plus précise telle que "erreurs techniques, grammaticales ou typographiques". Par ailleurs, l'Australie préférerait qu'il y ait une date limite pour la présentation de corrections. Elle avait remarqué que l'Organe d'appel avait supprimé la mention d'une date limite. Enfin, sur la prise en compte des congés d'été et de Noël dans le calendrier, elle était d'accord dans le principe, sauf que, dans certains cas tels que les différends sur les sauvegardes, des délais supplémentaires risquaient de porter préjudice aux parties. Elle proposait donc de laisser à la discrétion de l'Organe d'appel la question d'exclure ou non ces deux périodes, plutôt que de formuler des règles prescriptives. Au sujet des étapes suivantes, l'Australie était d'accord avec les États-Unis pour dire que ce serait une bonne idée d'avoir de nouvelles consultations informelles. Elle a aussi demandé ce que l'Organe d'appel comptait faire après avoir reçu les observations écrites des Membres.

71. La représentante de la Malaisie a remercié l'Organe d'appel des efforts qu'il faisait pour améliorer les Procédures de travail pour l'examen en appel. La Malaisie estimait que toute proposition destinée à faciliter le processus d'appel serait utile à l'ensemble des Membres. Elle était favorable à des consultations informelles sur ces questions, comme l'avaient proposé les États-Unis. Une discussion informelle permettrait aux Membres de mieux comprendre le bien-fondé de ces propositions. À la réunion en cours, la Malaisie souhaitait présenter quelques observations préliminaires. Premièrement, au sujet des déclarations d'appel, elle a fait remarquer que, si elles devaient contenir plus de détails, il faudrait être plus précis. Dans les cas où une décision de faire appel était prise très tard, l'obligation de déposer des déclarations détaillées serait contraignante pour les délégations ayant des ressources limitées. La Malaisie craignait qu'un pays qui ne possédait pas une équipe composée de nombreux avocats ne commette inévitablement quelques erreurs dans sa déclaration d'appel, ce qui pouvait l'obliger ensuite à apporter de nouvelles modifications. Or, la modification d'une déclaration d'appel ne serait pas nécessairement aisée. Deuxièmement, il fallait réfléchir à la question de la réduction du délai imparti pour la communication de l'appelant, afin de tenir compte des objectifs de la déclaration d'un autre appel. L'obligation de remettre une communication dans un délai aussi court risquait également d'être contraignante pour les Membres ayant des ressources limitées. Troisièmement, la Malaisie se demandait comment seraient abordées les situations dans lesquelles les procédures révisées toucheraient aux dispositions de fond du Mémorandum d'accord. Elle était donc favorable à de nouvelles consultations sur ce sujet.

72. La représentante de Hong Kong, Chine a remercié l'Organe d'appel d'avoir distribué le texte des modifications qu'il se proposait d'apporter aux procédures de travail et a remercié la Présidente d'avoir inscrit ce point à l'ordre du jour, afin de permettre aux Membres d'examiner ces propositions. Hong Kong, Chine a tenu à s'associer à la délégation des États-Unis et à d'autres pour demander des consultations informelles, afin que les propositions puissent être examinées plus avant. Pour l'instant, elle souhaitait faire part aux Membres de quelques observations préliminaires. Sur la question de la modification des déclarations d'appel et sur les propositions relatives aux déclarations d'un autre appel, elle souscrivait d'une manière générale aux propositions destinées à rendre plus claire la

procédure et à donner des détails sur le contenu de la déclaration. Elle a noté que cela aurait une incidence sur les délais impartis pour la communication de l'appelant. Elle craignait aussi que cela n'ait des conséquences sur l'appelant ou ne nuise à sa capacité d'élaborer une communication dans un délai raisonnable. Il se pouvait que cela ne pose pas de problème dans la pratique, car les appelants commençaient normalement à préparer leurs communications au moment où le groupe spécial remettait son rapport intérimaire.

73. Au sujet de la modification des déclarations d'appel, Hong Kong, Chine était favorable à cette possibilité, surtout lorsqu'il fallait concrètement de la souplesse dans les procédures. Toutefois, elle souhaitait éviter que les modifications ne soient illimitées, pour des raisons pratiques et aussi par justice à l'égard de l'intimé. La proposition selon laquelle l'Organe d'appel aurait le pouvoir d'autoriser ou non des modifications – en tenant compte des exigences d'équité, de bon déroulement de la procédure et de distribution de son rapport dans les délais prévus – n'était pas adéquate, et il faudrait préciser davantage la procédure. Hong Kong, Chine a invité les Membres à envisager des règles plus détaillées, en fixant par exemple une date limite pour les demandes de modification des déclarations d'appel. En effet, la proposition ne disait pas clairement si la déclaration d'appel pourrait être modifiée seulement avant la communication de l'appelant ou si elle pourrait l'être après et s'il faudrait fixer une date limite, de façon que toutes les demandes de modification soient présentées un certain nombre de jours au plus tard après que la déclaration d'appel initiale aurait été notifiée. L'intervenante a demandé ce qui se passerait si un appelant demandait de façon répétée à apporter des modifications à sa déclaration d'appel. Le nombre de fois où l'on pourrait demander des modifications devrait-il être limité? À cet égard, il serait également souhaitable de préciser ce qui se passerait une fois que la demande de modifier une déclaration aurait été acceptée. L'intervenante souhaitait aussi connaître la procédure à suivre pour la communication de documents.

74. À propos de la correction des erreurs mineures, Hong Kong, Chine reconnaissait dans le principe que la correction actuellement limitée aux erreurs matérielles était un peu rigide. Toutefois, il semblait, d'après la proposition de l'Organe d'appel, qu'une liste non exhaustive de ce qui serait normalement considéré comme des erreurs matérielles devrait être établie, à titre d'illustration de ce en quoi devraient consister les erreurs mineures. Apparemment, cela indiquait clairement que les erreurs mineures comprenaient non seulement les erreurs matérielles, mais aussi quelque chose d'autre. Si tel était le cas, il faudrait chercher à définir ce qu'était ce quelque chose d'autre. À cet égard, il serait nécessaire d'avoir des indications supplémentaires sur ce qui était considéré comme mineur. Il faudrait, par exemple, indiquer dans quelle mesure ces erreurs influaient sur le fond des arguments ou des communications. À défaut, une liste négative non exhaustive de ce qui ne serait pas considéré comme des corrections mineures pourrait aussi être utile. Quant à la suppression de la règle de correction dans les trois jours, même si cette règle était assez rigide, il faudrait fixer un délai pour la correction des erreurs matérielles ou mineures, afin d'éviter que cette souplesse n'entraîne des abus. Au sujet de la prise en compte des périodes de congé dans le calcul des délais, Hong Kong, Chine y était favorable dans le principe. Elle estimait cependant, comme l'avaient suggéré certaines délégations, qu'il fallait l'envisager à la lumière de l'article 17:5 du Mémoire d'accord. Enfin, s'agissant de la proposition relative à l'audience, elle n'y était pas opposée, car cette proposition visait apparemment à tenir compte d'une réalité concrète.

75. Le représentant du Chili a remercié la Présidente de l'occasion qui était donnée aux Membres de donner leur avis sur cette question. Le Chili n'avait pas encore pu examiner toutes les propositions. Certaines d'entre elles semblaient avoir un caractère systémique, notamment celles qui n'avaient apparemment pas de fondement juridique au titre du Mémoire d'accord. Le Chili était favorable à la suggestion des États-Unis, approuvée par d'autres Membres, selon laquelle des consultations informelles devraient avoir lieu pour permettre un échange de vues et un examen plus approfondi des modifications proposées. Il serait intéressant d'entendre le point de vue des Membres et de l'Organe d'appel sur ce qu'étaient le but et l'objectif de la déclaration d'appel. Une discussion informelle pourrait donc apporter un certain éclairage sur les questions qui devraient être débattues non pas dans cette instance, mais dans le cadre des négociations sur le Mémoire d'accord.

76. Le représentant de la Chine s'est dit favorable aux modifications proposées par l'Organe d'appel. La Chine partageait en effet de nombreuses préoccupations exprimées par les intervenants précédents. Elle partageait notamment les préoccupations du Brésil relatives au contenu de la déclaration d'appel. Elle était aussi favorable à la tenue d'un débat informel pour examiner plus avant cette question.

77. Le représentant de la Corée a dit qu'il accueillait avec satisfaction la communication de l'Organe d'appel, qui représentait un effort authentique en vue de mettre à jour les Procédures de travail pour l'examen en appel en fonction de l'expérience acquise par l'Organe d'appel durant les neuf années écoulées. La Corée n'avait pas encore fini d'examiner cette communication, car elle comportait de nombreux aspects. Elle avait en outre une certaine incidence sur les négociations en cours au sujet du Mémoire d'accord. Pour l'instant, en guise d'observation préliminaire, la Corée estimait que l'orientation générale de la communication de l'Organe d'appel représentait une amélioration des procédures de travail. Elle était notamment favorable à un renforcement de l'équité procédurale et de la cohérence. Par contre, certains éléments tels que l'ajout d'une procédure de modification des déclarations d'appel risquaient de rendre plus complexe la procédure de l'Organe d'appel. Il fallait garder à l'esprit que le calendrier de l'examen en appel était beaucoup plus serré que celui de la procédure de groupe spécial. La Corée présenterait des observations plus approfondies en temps utile. Enfin, elle était favorable à la suggestion faite par les États-Unis de tenir une réunion informelle pour discuter des questions soulevées dans la communication de l'Organe d'appel et se réjouissait à l'avance de participer à ces consultations.

78. La représentante d'Israël a remercié l'Organe d'appel et son secrétariat du travail qu'ils avaient accompli afin d'améliorer leurs procédures de travail, de manière à tenir compte de plusieurs années d'expérience pratique. Israël voyait là un exercice très positif. La délégation israélienne était en train d'examiner les modifications proposées. Toutefois, à titre préliminaire, elle a dit qu'elle partageait certaines préoccupations exprimées par les intervenants précédents, notamment au sujet du raccourcissement de certains délais et du risque d'alourdir la charge imposée aux parties, ainsi que de la relation entre les propositions et certaines dispositions du Mémoire d'accord. Israël était d'accord avec les autres Membres sur le fait qu'il faudrait organiser des consultations informelles afin d'examiner en détail les modifications proposées et souhaitait participer à ces consultations.

79. Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que sa délégation n'avait pas l'intention de prendre la parole mais, comme plusieurs Membres s'étaient exprimés et qu'il y avait des avis passablement divergents sur certaines questions telles que la déclaration d'appel, elle souhaiterait réfléchir à ces avis et était favorable à la convocation d'une réunion informelle afin d'examiner plus avant les modifications proposées. L'intervenant – qui participait depuis sept ans aux négociations sur le Mémoire d'accord – a ajouté que, si les procédures de travail initiales avaient dû être entièrement négociées, elles n'auraient sans doute pas encore vu le jour, alors qu'elles avaient rendu grand service aux Membres. Il a exhorté les délégations à faire preuve de souplesse dans cet examen.

80. La Présidente a invité le représentant du Secrétariat de l'Organe d'appel à répondre aux questions soulevées par l'Australie.

81. Le représentant du secrétariat de l'Organe d'appel a dit que l'Organe d'appel avait l'intention d'examiner les observations formulées par les Membres et de réfléchir à la façon de les prendre en compte dans les modifications envisagées. Ensuite, il aurait de nouvelles consultations avec la Présidence de l'ORD et le Directeur général, conformément à l'article 17:9 du Mémoire d'accord.

82. La Présidente a dit qu'elle espérait que l'Organe d'appel serait satisfait de l'attention dont ses propositions avaient fait l'objet et de l'intérêt qu'elles avaient suscité à l'ORD. Elle a proposé que l'ORD prenne note des déclarations. En outre, conformément aux "Procédures additionnelles pour les consultations entre le Président de l'ORD et les Membres de l'OMC en rapport avec les modifications

apportées aux *Procédures de travail pour l'examen en appel*" (WT/DSB/31), elle ferait part à l'Organe d'appel des vues exprimées par les Membres à la réunion en cours au sujet des modifications considérées et lui demanderait d'en tenir compte.

83. L'ORD a pris note des déclarations et est convenu de la marche à suivre proposée par la Présidente.

84. La Présidente a dit ensuite que les États-Unis avaient présenté une proposition, soutenue par plusieurs délégations, en vue de tenir une réunion informelle ouverte à tous, afin de donner aux Membres la possibilité de procéder à un échange de vues informel sur les modifications proposées. Elle a proposé que cette réunion ait lieu le 7 juin et demanderait au Secrétariat d'envoyer une télécopie de confirmation aux délégations. À cet égard, elle a indiqué que l'Organe d'appel lui avait demandé de transmettre les vues des Membres sur les modifications pour le 1^{er} juin. Toutefois, en raison de la réunion informelle qui avait été demandée, il ne serait pas possible de respecter ce délai. Elle avait consulté l'Organe d'appel à cet égard, et celui-ci lui avait demandé de faire savoir aux Membres qu'il prolongeait volontiers le délai jusqu'au 15 juin. Elle a donc demandé que les observations écrites soient communiquées pour le 11 juin, ajoutant qu'elles seraient transmises dans les moindres délais à l'Organe d'appel.

85. Le représentant de la Thaïlande a demandé si la réunion informelle pourrait avoir lieu à une autre date, car une réunion du Groupe de négociation sur les règles était déjà prévue pour les 7 et 8 juin.

86. La Présidente a dit qu'elle consulterait le Secrétariat sur cette question, après quoi elle enverrait une télécopie confirmant la date de la réunion informelle ouverte à tous.

87. L'ORD a pris note des déclarations.

4. Liste indicative de personnes ayant ou non des attaches avec des administrations nationales appelées à faire partie de groupes spéciaux – désignations proposées (WT/DSB/W/257)

88. La Présidente a appelé l'attention des Membres sur le document WT/DSB/W/257, qui contenait une liste de noms additionnels à ajouter à la liste indicative conformément à l'article 8:4 du Mémoire d'accord. S'il n'y avait pas d'objection, elle a proposé que l'ORD approuve les noms figurant dans le document WT/DSB/W/257.

89. L'ORD en est ainsi convenu.
